



Assemblée générale

Distr. générale
30 juillet 2010
Français
Original : espagnol

Soixante-quatrième session

Point 23 de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)

Lettre datée du 27 juillet 2010, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la note du Gouvernement argentin en date du 23 juillet 2010, remise à l'ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Buenos Aires, pour protester contre l'intégralité de la note publiée comme document de l'Assemblée générale sous la cote A/64/672 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 23 de l'ordre du jour, consacré à la question des îles Malvinas.

Le Ministre,
Représentant permanent adjoint,
Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Diego Limeres

* Nouveau tirage pour raisons techniques (10 août 2010).



**Annexe à la lettre datée du 27 juillet 2010 adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de l'Argentine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Direction générale des Malvinas et de l'Atlantique Sud du Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte présente ses compliments à l'ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Argentine et souhaite appeler son attention sur la note adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, publiée comme document de l'ONU sous la cote A/64/672.

Le Gouvernement argentin proteste contre l'intégralité du contenu de la note susmentionnée.

Il rappelle par ailleurs toutes les communications adressées par l'Argentine aux institutions de l'Union européenne et à ses États membres concernant la décision d'inscrire les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud ainsi que les zones maritimes environnantes sur la liste des pays et territoires d'outre-mer associés auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité de Lisbonne) (annexe II). Par ailleurs, l'invocation par le Royaume-Uni d'un prétendu soutien de l'Union européenne à sa position concernant le conflit de souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud ainsi que les zones maritimes environnantes, qui oppose les deux pays, est dénuée de tout fondement.

Le principe de l'autodétermination des peuples invoqué par le Royaume-Uni, qui est son seul argument pour défendre sa position concernant ce conflit de souveraineté, ne s'applique pas à la question des îles Malvinas, comme en témoignent les résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 de l'Assemblée générale et celles que le Comité spécial de la décolonisation adopte chaque année, qui décrivent la question des îles Malvinas comme une situation de colonisation spéciale et particulière donnant lieu à un conflit de souveraineté entre la République argentine et le Royaume-Uni, lequel doit être réglé dans le cadre de négociations entre les deux parties, compte tenu des intérêts des habitants des îles.

Par conséquent, l'Argentine réitère sa protestation contre la revendication du Royaume-Uni tendant à l'application du principe de l'autodétermination des peuples à la question des îles Malvinas ou contre un quelconque exercice supposé de ce droit. Par ailleurs, les efforts faits le Royaume-Uni pour assortir de conditions l'obligation qui lui est faite de reprendre les négociations avec l'Argentine sur la question de la souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud ainsi que sur les zones maritimes environnantes est dénuée de tout fondement et contraire aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale.

De plus, la note susmentionnée du Gouvernement britannique semble ignorer la portée spatiale du conflit de souveraineté et des accords bilatéraux. L'Argentine rappelle au Royaume-Uni que cela concerne les îles Malvinas, les îles de Géorgie du

Sud et les îles Sandwich du Sud ainsi que *les* zones maritimes environnantes (« ... and *the* surrounding maritime areas »)¹.

La République argentine réaffirme ses droits légitimes de souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud ainsi que sur les zones maritimes environnantes, qui font partie intégrante de son territoire national et qui sont soumises à l'occupation injustifiée du Royaume-Uni.

La Direction générale des Malvinas et de l'Atlantique Sud du Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte renouvelle à l'ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Argentine les assurances de sa très haute considération.

Buenos Aires, 23 juillet 2010

¹ Déclaration commune des délégations de la République argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Madrid, 19 octobre 1989.